

Éclaircie

Il ne subsiste désormais plus aucun doute : l'atmosphère politique égyptienne commence peu à peu à s'éclaircir, et les nuages épais qui obscurcissaient le ciel depuis des semaines se dissipent progressivement. Les Anglais ont dispersé une partie de ces nuages lorsqu'ils ont transféré leur Haut-Commissaire, et l'avant-veille le président du Conseil a tenté à son tour d'en écarter une autre partie. Avant midi il le fit timidement ; le soir venu, il le fit ouvertement. Il parla à Al-Ahram et affirma que son ministère était plus fort et plus solide qu'il ne l'avait jamais été auparavant — plus fort et plus stable qu'à n'importe quel autre moment. Mais à peine avait-il achevé ces déclarations qu'il évoquait déjà un remaniement ministériel et la possibilité d'un changement, puisqu'aucun gouvernement ne peut demeurer éternellement au pouvoir. À mesure que le jour avançait, le président du Conseil trouva en lui assez de courage pour parler plus franchement au public et révéler la réalité de la situation. Il n'y a là rien d'étonnant. Le président du Conseil réside actuellement en France, où il entend les Français répéter sans cesse leur proverbe célèbre : « Le plus difficile est le premier pas. » Ce premier pas, il l'avait accompli avec Al-Ahram, y dépensant toute l'énergie et l'effort nécessaires. Le second devint donc plus facile. Le soir même, il le fit dans un entretien avec le rédacteur d'Al-Muqattam. Il y laissa entendre sa démission — ou peut-être l'annonça-t-il clairement. Il expliqua que la personne du ministre chargé des affaires du gouvernement importe peu, tandis que ce qui importe réellement est la politique et le système eux-mêmes, puisque des circonstances telles que la maladie peuvent contraindre un ministre à quitter le pouvoir. La politique seule, disait-il, possède une importance durable. Le président du Conseil ajouta ensuite que sa politique survivrait parce qu'elle reposait sur la confiance du Parlement. Le sens de ces paroles est clair : tout comme sir Percy Loraine a cessé de compter dans la politique égyptienne, la personne du président du Conseil lui-même a cessé d'avoir de l'importance. Selon lui — et selon certains Anglais et Égyptiens — seule leur politique demeurerait inchangée. Notons d'abord que le Haut-Commissaire a bel et bien été transféré et que le président du Conseil lui-même nous informe qu'il démissionnera — s'il n'a pas déjà démissionné. Ainsi les deux hommes qui ont établi la politique de cette « heureuse époque » ont été contraints par les circonstances, dont il est inutile ici de préciser la nature, d'abandonner cette politique au destin. Il s'agit là d'un pas important vers la clarification de la situation politique égyptienne et vers la résolution de la crise qui pèse sur l'Égypte depuis plus de trois années. Quels que soient les serments des partisans de cette « heureuse époque », anglais ou égyptiens, affirmant que cette politique demeurera inchangée, ils sont forcés de reconnaître qu'elle a perdu ses plus solides soutiens et ses fondements les plus fermes en perdant à la fois le président du Conseil et l'ancien Haut-Commissaire. Et quels que soient leurs serments selon lesquels la Grande-Bretagne ne modifiera pas sa politique, ils sont également contraints d'admettre que le temps lui-même a déjà modifié cette politique en écartant Sidqi Pacha et sir Percy Loraine. Car une

politique n'est pas une réalité indépendante capable de se créer elle-même. Elle est l'œuvre des hommes, façonnée par leurs tempéraments, leurs forces et leurs faiblesses, leur inclination vers le bien ou le mal, leur amour de la droiture ou de la duplicité. Seul Dieu pourrait offrir à cette « heureuse époque » des successeurs possédant exactement le même tempérament et la même nature que le président du Conseil et le Haut-Commissaire. Ainsi, quels que soient les successeurs du président du Conseil et du Haut-Commissaire, ils exerceront nécessairement sur la politique une influence différente — peu ou beaucoup — de celle exercée par les deux hommes qui s'éloignent aujourd'hui. Nous sommes convaincus que sir Percy Loraine n'a pas été transféré parce que le Foreign Office britannique aime les amusements frivoles ou prend plaisir à changer les Hauts-Commissaires pour se divertir. Il fut déplacé parce que le Foreign Office lui avait confié une tâche qu'il ne réussit pas à accomplir. Le jugeant incapable d'y parvenir, on l'envoya ailleurs où il pourrait être utile. Nous sommes également convaincus que la maladie n'est pas la seule raison qui pousse le président du Conseil à la démission ou à y réfléchir. Depuis des mois il était malade. Sa maladie était devenue si grave qu'elle l'empêchait de travailler et même de penser clairement. Le devoir envers lui-même et envers son pays aurait voulu qu'il démissionne dès qu'il se sentit incapable de porter les charges de sa fonction. Mais il ne démissionna pas. Il ne sembla même pas songer à démissionner. Il se consacra entièrement aux soins et à la guérison. Il est probable qu'il espérait seulement préserver sa santé. Et maintenant, dit-on, Dieu lui a rendu une partie de cette santé. Logiquement, on aurait donc attendu de lui qu'il s'accroche plus fermement encore au pouvoir. Pourtant, le matin il nous annonce que son ministère pourrait être remanié, et le soir il nous annonce qu'il pourrait démissionner entièrement. Les conversations publiques vont désormais jusqu'à affirmer que le ministère a déjà démissionné. Que l'on traite notre logique de tortueuse si l'on veut. Que les partisans du ministère disent ce qu'ils souhaitent de notre raisonnement. Nous ne pouvons pourtant croire qu'il n'existe aucun lien entre le transfert du Haut-Commissaire et la démission — ou le projet de démission — du président du Conseil. Et nous ne pouvons croire non plus que la disparition simultanée de ces deux hommes de la politique égyptienne constitue une preuve, forte ou faible, que cette politique demeurera inchangée après leur départ. De tels discours peuvent tromper les enfants et les faibles d'esprit ; aucun homme raisonnable ne peut y croire. Ainsi l'atmosphère politique en Égypte commence véritablement à s'éclaircir, et la politique égyptienne s'engage sur la voie du changement. Les hommes discutent maintenant ce changement, l'analysent et l'interprètent. Les uns tremblent de peur tandis que les autres brûlent d'ambition ; certains cœurs se remplissent d'espérance tandis que d'autres sombrent dans le désespoir. Les langues sont devenues soudain éloquentes, avec une éloquence comparable seulement à celle des stratèges improvisés qui refont les plans de guerre dans les cafés et les clubs devant des verres, des plateaux de trictrac et des échiquiers. Al-Ahram publie désormais d'innombrables hypothèses et spéculations. Certains parlent d'un traité déjà rédigé et destiné à être signé avant la séparation des deux chers amis :

Sidqi Pacha et sir Percy Loraine. D'autres évoquent un ministère national chargé d'organiser des élections autour du traité entre l'Égypte et la Grande-Bretagne. D'autres encore parlent de ceci ou de cela, ou affirment que le pouvoir n'est qu'un moyen et non une fin. Mais la seule chose qu'Al-Ahram n'a pas dite — la seule vérité qu'il a cachée à ses lecteurs — est que toutes ces hypothèses et toutes ces conversations sont finalement sans valeur. Non parce que les intentions anglaises demeurent secrètes, ni parce que les intentions des dirigeants de la politique égyptienne restent inconnues, mais parce que l'opinion du peuple égyptien est depuis longtemps parfaitement claire. Cette opinion était claire dès le moment où Sidqi Pacha et sir Percy Loraine inaugurèrent cette « heureuse époque », et même avant cela. Et cette opinion populaire a toujours été la principale cause de leur échec. Elle sera également la cause de l'échec de toute politique qui ressemblera à la leur. L'opinion clairement exprimée par le peuple égyptien est la suivante : les affaires de l'Égypte ne doivent être décidées que par l'Égypte elle-même. Aucun pays étranger n'a le droit de décider du destin égyptien. L'Égypte seule doit régler ses propres affaires selon sa volonté et non selon celle des autres. Le temps où les nations civilisées étaient gouvernées comme des enfants est révolu — tantôt par la douceur, tantôt par la force, parfois par la ruse et parfois par la brutalité. Cette époque est définitivement passée. Ceux qui souhaitent négocier avec l'Égypte ou conclure des traités avec elle doivent avant tout lui rendre sa liberté complète dans la gestion de ses affaires afin qu'elle puisse négocier librement et conclure des accords librement, assumant ouvertement et sincèrement les responsabilités de ces négociations. Mais des négociations secrètes menées derrière des rideaux, des traités imposés en secret ou des tentatives visant à faire de l'acceptation d'un traité la condition préalable à la liberté de l'Égypte sont des choses que l'Égypte n'acceptera jamais. Ceux qui tenteront de telles méthodes ne connaîtront pas plus de succès que Sidqi Pacha et sir Percy Loraine eux-mêmes. La situation politique est désormais claire. La politique de cette « heureuse époque » a subi un échec désastreux, et il n'existe plus d'autre solution que de l'abandonner. L'Égypte sourit devant cet échec tout en attendant avec confiance ce que révélera demain. Et elle proclame avec fermeté, dignité et fierté que toute politique qui ne commence pas par respecter sa liberté et lui rendre ses droits est destinée inévitablement à l'échec et à la ruine. Que ceux dont l'âme aspire au pouvoir et se prépare à bondir vers les fonctions méditent attentivement cela. Et que ceux qui pleurent aujourd'hui la perte du pouvoir et se préparent à quitter leurs charges y réfléchissent tout autant.